



(une société d'exploration / an exploration company)
(la « Société » ou « Fieldex » / the “Corporation” or “Fieldex”)

RAPPORT DE GESTION

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Ce rapport de gestion des résultats d'opération et de la situation financière de Fieldex est préparé en conformité avec le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue en ce qui concerne l'information continue des émetteurs assujettis. Il constitue un complément et un supplément aux états financiers audités de la Société et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 et doit être lu en parallèle avec ceux-ci. La Société établit ses états conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») applicables pour l'établissement des états financiers, incluant les chiffres comparatifs. Sauf si indiqué autrement, tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. La direction est responsable de préparer les états financiers et autres informations financières de la Société incluses dans ce rapport.

Le conseil d'administration est responsable de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la communication de l'information financière. Pour ce faire, le conseil a nommé un comité d'audit composé de trois administrateurs dont deux sont indépendants et ne sont pas des membres de la direction. Le comité et la direction se réunissent pour discuter des résultats d'opération de la Société et de la situation financière avant d'émettre des recommandations et de présenter les états financiers au conseil d'administration pour son étude et approbation pour émission aux actionnaires. À la recommandation du comité d'audit, le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société le 27 avril 2015.

Date

Ce rapport de gestion a été rédigé le 27 avril 2015.

Description de l'entreprise

Exploration Fieldex Inc., constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, est une société d'exploration minière engagée dans l'acquisition et l'exploration de propriétés minières ayant le potentiel d'accueillir des gisements de type métaux de base et métaux stratégiques (éléments de terres rares et métaux rares). Fieldex est présentement active au Canada et détient un portefeuille de propriétés minières. Fieldex est un émetteur assujetti en Alberta, en Colombie-Britannique et au Québec, et se transige sur la bourse de croissance TSX sous le symbole boursier FLX, aux bourses de Francfort, Munich, Xetra et Berlin, en Europe, sous le symbole F7E.

MANAGEMENT'S DISCUSSION & ANALYSIS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2014

This management's discussion and analysis (“MD&A”) of Fieldex's operating results and financial position follows Regulation 51-102 respecting *Continuous Disclosure Obligations* for reporting issuers. It is a complement and supplement to the Corporation's audited financial statements and related notes for the year ended December 31, 2014 and should be read in conjunction therewith. The Corporation prepares its financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards (“IFRS”), applicable to the preparation of financial statements, including comparative figures. Unless otherwise indicated, all amounts in this MD&A are in Canadian dollars. Management is responsible for the preparation of the financial statements and other financial information relating to the Corporation included in this report.

The Board of Directors is responsible for ensuring that management fulfills its responsibilities for financial reporting. In furtherance of the foregoing, the Board has appointed an Audit Committee composed of three directors, two of whom are independent and not members of management. The Committee meets with management and the auditors in order to discuss results of operations and the financial condition of the Corporation prior to making recommendations and submitting the financial statements to the Board of Directors for its consideration and approval for issuance to shareholders. On the recommendation of the Audit Committee, the Board of Directors has approved the Corporation's financial statements on April 27, 2015.

Date

This MD&A was produced on April 27, 2015.

Description of the business

Fieldex Exploration Inc., which is incorporated under the Federal Law for Business Corporations, is a mining exploration company involved in the acquisition and exploration of mining properties with prospects for hosting base metals and strategic metals (rare earth elements and rare metals) deposits. Fieldex is currently active in Canada and holds a portfolio of mineral properties. Fieldex is a reporting issuer in Alberta, British-Columbia, and Quebec, and trades on the TSX Venture Exchange under the symbol FLX. It also trades on the Frankfurt, Munich, Xetra and Berlin Exchange in Europe under the symbol F7E.

Performance globale

La Société a été très peu active en 2014 et l'objectif des dirigeants est de contrôler les dépenses jusqu'à ce que les conditions de marché du secteur de l'exploration se replacent. Un effort supplémentaire est déployé présentement pour obtenir un financement intermédiaire afin de permettre à la Société de continuer ses activités. La direction croit qu'elle réussira comme elle l'a toujours fait dans le passé.

Propriétés et travaux de prospection et d'évaluation réalisés

Lac Sairs (100%)

Des travaux pour un montant de 1 719 \$ ont été effectués en 2014 sur cette propriété. Le succès du programme de forage de 2010 (le trou LS-10-19 a retourné une teneur de 1,51 % zirconium sur une longueur de 61,74 mètres) et 2011 mais complété au premier trimestre de 2012 (LS-12-22 a retourné une teneur de 1,10 % de terres rares HREO (oxyde) sur plus de 19,55 mètres avec un contenu de 40 % en terres rares lourdes (TREO) incluant l'oxyde de Yttrium (Y2O3)) combiné avec les résultats significatifs situés à quelques dizaines de mètres du projet Lac Sairs, (voir communiqué de presse de la société Matamec Explorations le 18 avril 2013) nous prouve hors de tout doute le potentiel du complexe de Kipawa en ce qui concerne les terres rares. Plusieurs titres miniers ont été abandonnés récemment dans le secteur de Kipawa au pourtour du projet Lac Sairs et la Société a profité de la morosité du secteur pour acquérir des titres stratégiques dans un horizon moyen et long terme.

Gaboury (100%)

Cette propriété a été acquise pour son potentiel pour les métaux de base. Très peu de travaux ont été effectués en 2014. Des levés géophysiques au sol (21 km) effectués ont généré des cibles de forages et un programme de forage de 1 000 mètres totalisant quatre trous de forage a eu lieu en 2010. Les résultats ont retourné une longue intersection à faible teneur de nickel dans 2 des 4 trous. Un programme de forage (phase 2) de 1 785 mètres s'est terminé vers la fin juillet 2011. Les résultats d'analyse ont été publiés le 15 septembre 2011 (voir communiqué de presse). Des teneurs moyennes en nickel avoisinant les 0,2 %, dans une structure de près de 80 mètres de large ont été interceptées et une étude technique plus approfondie du secteur suppose un enrichissement en nickel plus au sud de la structure. Quelques trous de forages (phase 3) sont planifiés sur la propriété mais la Société doit améliorer sa situation financière avant d'initier des travaux supplémentaires. La venue d'un partenaire est également envisagée par la Société.

Railroad (100%)

La stratégie du Plan Nord développée par le gouvernement du Québec prévoit la construction d'un chemin de fer reliant les municipalités de Schefferville et Kuujuaq. Le coût de ce projet est évalué à plus de 3,5 milliards de dollars et permettrait aux sociétés d'exploration situées près de la voie ferrée de transporter leurs ressources vers les ports de mer. Fieldex croit que les travaux nécessaires pour la construction de la voie ferrée seraient une façon économique de faire de l'exploration. Par conséquent, la Société a débuté l'acquisition de titres miniers dans les endroits où la géologie est jugée favorable à la découverte de gisements économiques. Le risque associé à ces acquisitions de droits miniers est de savoir si le gouvernement va aller de l'avant avec cet ambitieux projet de construction ou va tout simplement l'abandonner. Dans ce dernier cas, l'opportunité d'affaires pour Fieldex serait beaucoup moins intéressante. Aucun travail n'a été effectué sur cette propriété jusqu'à maintenant.

Overall performance

The Corporation has been very little active in 2014 and the focus is to control its expenses until the exploration stock market regains strength. An additional effort is currently deployed to obtain an interim financing to enable the Corporation to continue its operations. Management believes it will be successful as it always did in the past.

Properties and Exploration and evaluation work

Lac Sairs (100%)

Work for an amount of \$1,719 was made in 2014 on this property. The success of the drilling program in 2010 (hole LS-10-19 returned a grade of 1.51% zirconium over a length of 61,74 meters) and 2011 but completed in early 2012 (LS-12-22 intersected 1.10% HREO (40% TREO+Y2O3) over 19.55 metres at surface) combined with the significant drillhole results announced by the corporation Matamec Explorations on April 18, 2013, located a few ten-metres from Fieldex Lac Sairs project, proved us the potential of the Kipawa complex for Rare Earth Elements. Several mining claims were abandoned recently in the Kipawa area around the perimeter of Lac Sairs project and the Corporation takes advantage of the gloom of the sector to acquire strategic mining claims in a mid and long term outlook.

Gaboury (100%)

This property has been staked for its potential for base metal and very few work was made on it in 2014. Ground geophysics survey (21 km) generated some drilling targets and a drilling program of 1,000 metres has been completed in 2010. The results have returned low grade nickel in 2 out of 4 holes. A 1,785 metres drilling program (phase 2) was completed towards the end of July 2011 and the results have been communicated on September 15, 2011 (see news release). In spite an average nickel grade of only 0.2%, the structure discovered is close to 80 metres wide and a technical study executed in 2011 suggests a potential nickel enrichment south of the drilled structure. A phase 3 drilling program is planned on the property but the Corporation must improve its financial situation before initiating additional work. A partnership is also being considered by the Corporation.

Railroad (100%)

The strategy developed by the Québec Government for Plan Nord foresees the construction of a railroad linking the municipalities of Schefferville and Kuujuaq. The cost of this project is estimated at over \$3.5 billion and would allow exploration companies located near the railroad to transport their resources to seaports. Fieldex believes that the necessary work for the construction of the railroad would be an economical approach for exploration. Therefore, the Corporation started acquiring mining claims in places where the geology is considered favorable for the discovery of economic deposits. The risk associated with these mining claims acquisition is whether the Government will move forward with this ambitious construction project or will simply abandon it. In the latter case, the business opportunity for Fieldex would be much less interesting. No work has been done yet on this property.

Information annuelle choisie et résultats d'exploitation

Les états financiers de la Société ont été préparés selon les IFRS. La devise monétaire de présentation est le dollar canadien (Cdn) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion, sauf avis contraire, sont en dollars canadiens.

Selected annual information and operation results

The Corporation's financial statements have been prepared according to IFRS. This statement's currency is in Canadian dollars (Cdn) and, except when specified, amounts shown in this MD&A are in Canadian dollars.

Principales informations financières (auditées) / Significant financial information (audited)

	Exercice terminé le 31 décembre / Fiscal year ended December 31			
	2014	2013	2012	
	\$	\$	\$	
Actif total	3 153 713	3 238 479	3 507 631	Total assets
Passif financier non courant	15 159	363 288	338 332	Non current financial liabilities
Revenus d'intérêts	988	1 501	2 458	Interest income
Perte nette	(199 694)	(301 145)	(5 854 217)	Net loss
Perte nette par action de base et diluée	(0,00)	(0,00)	(0,08)	Basic and diluted net loss per share

Fieldex n'a pas, depuis la date de sa constitution, déclaré ni versé de dividendes au comptant sur ses actions ordinaires. Pour l'avenir prévisible, Fieldex anticipe qu'elle conservera les bénéfices futurs et autres sources de trésorerie pour l'exploitation et le développement de ses activités.

Fieldex has not since the date of its incorporation, declared or paid any dividends in cash on its Common Shares. For the foreseeable future, Fieldex anticipates that it will retain future earnings and other cash resources for the operation and development of its business.

La Société est une société d'exploration et, par conséquent, elle ne dégage pas de revenus réguliers et doit continuellement émettre des actions pour pouvoir poursuivre ses travaux d'exploration sur ses propriétés minières et ses opérations courantes. Au cours de l'exercice 2014, la Société a enregistré une perte nette de 199 694 \$, comparativement à une perte nette de 301 145 \$ pour l'exercice 2013. La perte nette de 2014 inclut un avantage d'impôts sur le résultat et impôts différés de 13 517 \$ alors que la perte nette de 2013 inclut une dépense d'impôts sur le résultat et impôts différés de 1 614 \$. La Société a enregistré des revenus de 988 \$ en 2014 (1 501 \$ en 2013) provenant d'intérêts sur ses liquidités. Les dépenses d'opération de la Société en 2014 ont été de 184 957 \$ (240 224 \$ en 2013) incluant des rémunérations et paiements fondés sur des actions pour un total de 5 750 \$ (15 400 \$ en 2013). Les honoraires de consultants ont diminué passant de 59 907 \$ en 2013 à 39 260 \$ en 2014. Cette diminution marquée est principalement due au fait que le président de la Société a fortement diminué ses honoraires de consultant passant de 8 333 \$ par mois à 1 000 \$.

The Corporation is an exploration company, and, accordingly, does not generate revenue on a regular basis and must continually issue shares in order to further explore its mineral properties and its operations. During the fiscal year 2014, the Corporation recorded a net loss of \$199,694 in comparison of a net loss of \$301,145 for the fiscal year 2013. The net loss of 2014 includes income taxes and deferred taxes advantage of \$13,517 and the net loss of 2013 includes income taxes and deferred taxes expense of \$1,614. The Corporation recorded income of \$988 in 2014 (\$1,501 in 2013) coming from interest from its liquidity. The Corporation's operating expenses for 2014 were at \$184,957 (\$240,224 in 2013) and include share-based compensation of \$5,750 (\$15,400 in 2013). Consulting fees have decreased and went from \$59,907 in 2013 to \$39,260 in 2014. This significant decrease is mainly due to the fact that the President of the Corporation decreased significantly its consultant fees from \$8,333 per month to \$1,000.

Les honoraires professionnels ont légèrement diminué passant de 66 659 \$ en 2013 à 51 934 \$ en 2014. Les frais de bureau ont augmenté passant de 2 021 \$ en 2013 à 3 443 \$ en 2014. Les frais de télécommunications ont diminué passant de 6 263 \$ en 2013 à 4 676 \$ en 2014. Les dépenses de conférences et promotion ont été plus élevées passant de 81 \$ en 2013 à 1 130 \$ en 2014. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont légèrement augmenté passant de 23 804 \$ en 2013 à 28 309 \$ pour 2014. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la Société a déprécié ses propriétés ainsi que leurs actifs de prospection et d'évaluation pour 7 706 \$ et 3 613 \$ respectivement (propriétés et actifs de prospection et d'évaluation de 12 377 \$ et 8 445 \$ respectivement pour l'exercice 2013). La Société a enregistré des dépenses d'intérêts sur les débetures et la dette à long terme de 50 492 \$ en 2014 contre un montant de 60 808 \$ en 2013. La Société a enregistré un gain sur disposition d'une propriété minière de 21 250 \$ en 2014 (aucun gain en 2013). Les autres dépenses d'administration ont été relativement stables, sont cycliques et fluctuent selon les événements qui se présentent, ceux-ci n'étant pas nécessairement prévisibles.

Professional fees have slightly decreased and went from \$66,659 in 2013 to \$51,934 in 2014. Office expenses have increased and went from \$2,021 in 2013 to \$3,443 in 2014. Telecommunications fees have decreased and went from \$6,263 in 2013 to \$4,676 in 2014. Expenses for conferences and promotion were higher from \$81 in 2013 to \$1,130 in 2014. Allocated sums for public company expenses have slightly increased from \$23,804 in 2013 to \$28,309 in 2014. For the year ended December 31, 2014, the Corporation impaired its properties and their exploration and evaluation expenses for \$7,706 and \$3,613 respectively (properties and exploration and evaluation expenses of \$12,377 and \$8,445 respectively in 2013). The Corporation has recorded interest expenses on debentures and long-term debt of \$50,492 in 2014 against \$60,808 in 2013. The Corporation recorded a gain on disposal of a mining property of \$21,250 in 2014 (no gain in 2013). The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 décembre 2014, la Société possédait un montant de trésorerie et équivalents de trésorerie de 71 047 \$ contre 205 981 \$ au 31 décembre 2013. Au 31 décembre 2014, le fonds de roulement de la Société s'élevait à 197 393 \$ comparativement à un fonds de roulement de 194 991 \$ au 31 décembre 2013.

L'exercice des 5 275 000 options d'achat d'actions en circulation en date du rapport de gestion représente un financement potentiel supplémentaire de 521 750 \$. Ces options expirent entre 2020 et 2024 et ont un prix d'exercice entre 0,05 \$ et 0,15 \$.

En 2014, la Société a reçu un montant total de 67 797 \$ en crédits d'impôts miniers et en crédits d'impôts relatif aux ressources. Au 31 décembre 2014, la Société a inscrit un crédit d'exploration à recevoir d'un montant de 2 523 \$.

La direction de la Société croit fermement qu'elle sera en mesure d'obtenir un financement qui sera suffisant pour maintenir ses activités pour au moins les douze prochains mois.

Cash flow and financing sources

As at December 31, 2014, the Corporation had \$71,047 in cash and cash equivalents against \$205,981 at December 31, 2013. As at December 31, 2014, the Corporation's working capital is at \$197,393 in comparison to a working capital of \$194,991 as at December 31, 2013.

The exercise of the 5,275,000 outstanding share purchase options in date of this report represents an added potential financing of \$521,750. These options expire between 2020 and 2024 and have an exercise price between \$0.05 and \$0.15.

In 2014, the Corporation received a total of \$67,797 in mining tax credit and tax credit related to resources. As at December 31, 2014, the Corporation has recorded an amount receivable to \$2,523 regarding the exploration credit.

The management of the Corporation actually believes it will be able to obtain financing that will be sufficient to maintain its activities for at least the next 12 months.

ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION / EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS

	Solde au 31 décembre 2013 Balance as at December 31, 2013	Augmentation Addition	Crédits d'impôts Tax credits	Ajustements de crédits d'impôts antérieurs Previous tax credits adjustments	Dépréciation Impairment	Solde au 31 décembre 2014 Balance as at December 31, 2014
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Propriétés au Canada Properties in Canada						
Bousquet	-	180	(72)	-	(108)	-
Cavelier	-	270	(102)	-	(168)	-
Laforce	-	900	(338)	-	(562)	-
Baby-Midrim	-	1 440	(528)	-	(912)	-
Régionale-Témiscamingue	-	1 710	(640)	-	(1 070)	-
Lac Sairs	2 156 423	1 719	(649)	(30 433)	-	2 127 060
Scott	-	360	(127)	-	(233)	-
Gaboury	429 124	450	(159)	(7 139)	-	422 276
Vanier	-	900	(340)	-	(560)	-
	<u>2 585 547</u>	<u>7 929</u>	<u>(2 955)</u>	<u>(37 572)</u>	<u>(3 613)</u>	<u>2 549 336</u>

ACTIFS DE PROSPECTION ET D'ÉVALUATION / EXPLORATION AND EVALUATION ASSETS

	Solde au 31 décembre 2012 Balance as at December 31, 2012	Augmentation Addition	Crédits d'impôts Tax credits	Ajustements de crédits d'impôts antérieurs Previous tax credits adjustments	Dépréciation Impairment	Solde au 31 décembre 2013 Balance as at December 31, 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Propriétés au Canada Properties in Canada						
Galinée	-	180	(63)	-	(117)	-
Carpentier	-	1 620	(567)	-	(1 053)	-
Laforce	-	270	(95)	-	(175)	-
Baby-Midrim	-	2 753	(963)	-	(1 790)	-
Régionale-Témiscamingue	-	1 620	(567)	-	(1 053)	-
Lac Sairs	2 081 967	790	(277)	73 943	-	2 156 423
Scott	-	450	(158)	-	(292)	-
Gaboury	419 997	630	(220)	8 717	-	429 124
Vanier	-	180	(63)	-	(117)	-
Desgagné-Moly	-	270	(94)	-	(176)	-
Nicobi	-	5 650	(1 978)	-	(3 672)	-
	<u>2 501 964</u>	<u>14 413</u>	<u>(5 045)</u>	<u>82 660</u>	<u>(8 445)</u>	<u>2 585 547</u>

Exercices terminés les 31 décembre

2014

2013

Years ended December 31,

\$

\$

Frais de prospection et d'évaluation

Exploration and evaluation expenses

Géologie	7 910	14 395	Geology
Autres frais d'exploration	19	18	Other exploration expenses
Augmentation des frais de prospection et d'évaluation	7 929	14 413	Increase of exploration and evaluation expenses
Crédit d'impôts miniers et crédit d'impôt relatif aux ressources	(2 955)	(5 045)	Mining tax credit and tax credit related to resources
Ajustements de crédits d'impôts antérieurs	(37 572)	82 660	Previous tax credits adjustments
Dépréciation	(3 613)	(8 445)	Impairment
Solde au début	<u>2 585 547</u>	<u>2 501 964</u>	Balance, beginning of year
Solde à la fin	<u>2 549 336</u>	<u>2 585 547</u>	Balance, end of year

Autres frais d'exploration

Other exploration expenses

Voici le détail des autres frais d'exploration pour les exercices terminés le 31 décembre : / This is the detail for other exploration expenses for years ended December 31:

	2014	2013	
	\$	\$	
Logistique, cartes, télécommunications	19	18	Maps, telecommunications, logistic
	<u>19</u>	<u>18</u>	

Propriétés / Properties	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2013 / Expenses for fiscal year 2013	Dépenses effectuées au cours de l'exercice 2014 / Expenses for fiscal year 2014	Objectifs futurs / Future goals
	\$	\$	
Galinée	180	-	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Bousquet	-	180	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Carpentier	1 620	-	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Cavelier	-	270	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Laforce	270	900	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Baby-Midrim	2 753	1 440	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Régionale- Témiscamingue	1 620	1 710	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Lac Sairs	790	1 719	Continuer les travaux de forages près de la dernière découverte / Continue drilling work near the last discovery.
Scott	450	360	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Gaboury	630	450	Géologie détaillée et forages sur cibles identifiées / Detailed geology and drilling on targets previously identified.
Vanier	180	900	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Desgagné-Moly	270	-	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.
Nicobi	5 650	-	Cette propriété a été radiée. / This property was written-off.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS (non audités)
SUMMARY OF QUARTERLY RESULTS (unaudited)

Année / Year	2014	2014	2014	2014	2013	2013	2013	2013
Trimestre / Quarter	Q4	Q3	Q2	Q1	Q4	Q3	Q2	Q1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenu d'intérêts / Interest revenue	162	226	266	334	835	210	261	195
Perte nette / Net loss	(13 979)	(58 605)	(90 256)	(36 854)	(79 222)	(59 858)	(89 768)	(72 297)
Perte nette par action de base et diluée / Basic and diluted net loss per share	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)	(0,00)

Quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de 2014 « **Q4 2014** », la Société a enregistré une perte nette de 13 979 \$ comparativement à une perte nette de 79 222 \$ au cours du quatrième trimestre de 2013 « **Q4 2013** ». La perte nette de Q4 2014 inclut un avantage d'impôts sur le résultat et impôts différés de 13 517 \$ alors que celle de Q4 2013 incluait une charge de 1 614 \$. Au cours du Q4 2014, la Société a déprécié des propriétés et leurs frais de prospection et d'évaluation pour un montant de -1 546 \$ et 894 \$ respectivement (propriétés et frais de prospection et d'évaluation de -73 \$ et 1 696 \$ respectivement pour Q4 2013). Les frais de bureau de Q4 2014 ont été peu élevés à 897 \$ contre 253 \$ pour Q4 2013. Les dépenses de télécommunications ont diminué passant de 1 372 \$ pour Q4 2013 à 794 \$ pour Q4 2014. Les frais associés aux sociétés ouvertes ont augmenté passant de 1 349 \$ pour Q4 2013 à 2 600 \$ pour Q4 2014. Les honoraires de consultants ont augmenté passant de 7 620 \$ pour Q4 2013 à 8 740 \$ pour Q4 2014.

Les honoraires professionnels du Q4 2014 ont été moins élevés à 4 329 \$ comparativement à 13 254 \$ pour Q4 2013. Les autres dépenses d'administration ont été relativement stables, sont cycliques et fluctuent selon les événements qui se présentent, ceux-ci n'étant pas nécessairement prévisibles. La Société a enregistré des revenus d'intérêts provenant de ses liquidités de 162 \$ pour Q4 2014 comparativement à 835 \$ pour Q4 2013.

Opérations projetées

La Société ne prévoit pas, pour le moment, la cession ou l'acquisition d'actifs miniers importants.

Arrangements hors bilan

Aucun.

Fourth quarter

For the fourth quarter of 2014 "**Q4 2014**", the Corporation recorded a net loss of \$13,979 in comparison of a net loss of \$79,222 for the fourth quarter of 2013 "**Q4 2013**". The net loss of Q4 2014 includes income taxes and deferred taxes advantage of \$13,517 and the net loss of Q4 2013 includes income taxes and deferred taxes expense of \$1,614. During Q4 2014, the Corporation impaired properties and their exploration and evaluation expenses for an amount of -\$1,546 and \$894 respectively (properties and exploration and evaluation expenses of -\$73 and \$1,696 respectively for Q4 2013). Office expenses were low for Q4 2014 at \$897 against \$253 for Q4 2013. Expenses for telecommunications were lower from \$1,372 for Q4 2013 to \$794 for Q4 2014. Allocated sums for public company expenses have increased from \$1,349 for Q4 2013 to \$2,600 for Q4 2014. Consulting fees have increased and went from \$7,620 for Q4 2013 to \$8,740 for Q4 2014.

Professional fees were lower for Q4 2014 at \$4,329 against \$13,254 for Q4 2013. The other administrative expenses remained relatively stable, are cyclical and may fluctuate according to the events, which are not always predictable. The Corporation registered interest income of \$162 for Q4 2014 in comparison of \$835 for Q4 2013.

Projected operations

The Corporation does not foresee for the moment any important acquisition or disposal of property.

Off-balance sheet arrangement

None.

Opérations entre parties liées et objectifs commerciaux

Le tableau suivant présente les opérations conclues avec les parties liées et les soldes à payer pour chacune des parties liées à la Société :

Related party transactions and commercial objectives

The table below shows related party transactions and balances payable for each of the Corporation's related party:

	Pour l'exercice clos le 31 décembre / For the year ended December 31		
	2014	2013	
	\$	\$	
Société contrôlée par le chef de la direction (président de la Société)			Corporation controlled by the Chief Executive Officer (president of the Corporation)
Honoraires de consultants	12 000	26 667	Consulting fees
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	1 150	1 150	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Société contrôlée par le chef des finances (secrétaire de la Société)			Corporation controlled by the Chief Financial Officer (secretary of the Corporation)
Honoraires de consultants	27 260	33 240	Consulting fees
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	1 518	1 794	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Société contrôlée par le chef de la direction et par le chef des finances de la Société			Corporation controlled by the Chief Executive Officer and the Chief Financial Officer of the Corporation
Charges locatives	18 000	18 000	Rent expenses
Solde inclus dans les crédateurs et charges à payer	-	-	Balance included in accounts payable and accrued liabilities
Administrateurs et hauts dirigeants			Directors and key management personnel
Rémunération et paiements à base d'actions	5 750	15 400	Share-based compensation

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur de transaction, soit le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

The transactions are in the normal course of operations and are measured at transaction value, which is the amount of consideration established and agreed by the related parties.

Évènement subséquent

En mars 2015, la Société a signé une entente d'option avec un prospecteur (le vendeur). En vertu de cette entente, la Société pourra acquérir un intérêt indivis de 50 % dans 18 claims miniers comprenant une partie de la propriété minière Copper Point dans la région de Chibougamau, dans la province de Québec. La Société devait faire un paiement comptant de 12 000 \$ au vendeur (condition respectée) et émettre 350 000 actions ordinaires (condition respectée le 2 avril 2015). Elle devra aussi débiter un programme de forage d'au moins 200 mètres dans les 6 mois de la signature de l'entente (travaux débutés en avril 2015).

La Société aura ensuite l'option irrévocable d'acquérir un intérêt supplémentaire de 50 % dans les 18 claims susmentionnés et dans 41 autres claims comprenant le reste de la propriété Copper Point, dans lesquels la Société détient déjà une participation de 50 %. En vertu de cette entente, la Société devra respecter les conditions suivantes : au plus tard le jour du 1er anniversaire de la signature de l'entente, la Société devra payer 100 000 \$ comptant au vendeur et lui émettre 500 000 actions; au plus tard le jour du 2e anniversaire de la signature de l'entente, la Société devra payer un montant supplémentaire de 150 000 \$ comptant au vendeur et lui émettre 500 000 actions supplémentaires; au plus tard le jour du 3e anniversaire de la signature de l'entente, la Société devra payer un montant supplémentaire de 200 000 \$ comptant au vendeur et lui émettre 500 000 actions supplémentaires.

L'entente prévoit que la Société sera alors l'opérateur de la propriété Copper Point. Quand toutes les conditions de l'entente seront remplies, les claims seront sujets à une royauté de 1 % des revenus nets de fonderie « NSR », laquelle sera rachetable en tout temps par la Société au prix de 1 000 000 \$.

Méthodes et estimations comptables importantes

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la direction de la Société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les méthodes et estimations comptables importantes de la Société sont publiées et décrites dans les états financiers audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.

Les principales méthodes comptables ayant servi à la préparation des présents états financiers sont résumées ci-dessous.

Propriétés minières et actifs de prospection et d'évaluation

Les dépenses engagées avant que l'entité n'ait obtenu les droits légaux de prospecter une zone spécifique sont comptabilisées en charge. Les dépenses liées au développement des ressources minérales ne sont pas comptabilisées en tant que frais de prospection et d'évaluation reportés. Les dépenses liées au développement sont inscrites à l'actif seulement après que la faisabilité technique et la viabilité commerciale d'une zone spécifique aient été démontrées et lorsque les critères de comptabilisation d'IAS 16 *Immobilisations corporelles* ou d'IAS 38 *Immobilisations incorporelles* sont satisfaits.

Subsequent event

In March 2015, the Corporation entered into an option agreement with a prospector (the seller). According to this agreement, the Corporation may acquire a 50% undivided interest in 18 mining claims, including a part of Copper Point property in the Chibougamau area (in the province of Quebec). The Corporation had to pay \$12,000 in cash to the seller (condition fulfilled) and had to issue 350,000 common shares (condition fulfilled on April 2, 2015). It will also have to initiate a drilling program of at least 200 meters on the property within 6 months of the signature of the agreement (works started in April 2015).

The Corporation will then have the irrevocable option to acquire an additional 50% interest in these 18 claims and in 41 other claims, including the remaining part of the Copper Point property, in which the Corporation already owns a 50% interest. In relation with that agreement, the Corporation have to fulfil the following conditions : on or before the 1st anniversary of the agreement, the Corporation will have to pay \$100,000 in cash and issue 500,000 common shares; on or before the 2nd anniversary of the agreement, the Corporation will have to pay an additional \$150,000 in cash and issue an additional 500,000 common shares; on or before the 3rd anniversary of the agreement, the Corporation will have to pay an additional \$200,000 in cash and issue an additional 500,000 common shares.

The agreement provides that the Corporation will be the operator of the Copper Point property. After the completion of all the agreement conditions, the claims will be subject to a 1% net smelter return royalty "NSR" in favour of the seller. The Corporation may, at any time, purchase this NSR royalty for \$1,000,000.

Critical accounting policies and estimates

The preparation of financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect amounts reported in the financial statements and accompanying notes. There is a full disclosure and description of the Corporation's critical accounting policies and critical accounting estimates in the audited financial statements for the year ended December 31, 2014.

The significant accounting policies that have been applied in the preparation of these financial statements are summarized below.

Mining Properties and Exploration and Evaluation Assets

Expenditures incurred before the entity has obtained the legal rights to explore a specific area are recognized as expenses. Expenditures related to the development of mineral resources are not recognized as deferred exploration and evaluation expenses. Expenditures related to the development are accounted as an asset only when the technical feasibility and commercial viability of a specific area are demonstrated and when recognition criteria of IAS 16 *Property, Plant and Equipment* or IAS 38 *Intangible Assets* are fulfilled.

Les coûts reliés à l'acquisition des propriétés minières et aux dépenses de prospection et d'évaluation sont capitalisés par propriété jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale soient démontrées. Lorsque la faisabilité technique et la viabilité commerciale de l'extraction d'une ressource minérale peuvent être démontrées, les coûts capitalisés aux frais de prospection et d'évaluation sont reclassés à titre d'actifs miniers en développement. Les actifs de prospection et d'évaluation sont soumis à un test de dépréciation avant le reclassement, et toute perte de valeur doit être alors comptabilisée.

Rémunération et paiements fondés sur des actions

La Société comptabilise la charge de rémunération à base d'actions sur la période d'acquisition des droits aux options d'achat d'actions. Les options d'achat d'actions octroyées aux employés et aux administrateurs et le coût des services reçus en contrepartie sont évalués et constatés sur la base de la juste valeur en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Activités commerciales et mesures clés de performance

La Société n'est soumise à aucun engagement financier ou ratios clés.

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidités.

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers. La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des autres débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. Les placements sont comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur des débentures et de la dette à long terme correspond approximativement à leur valeur comptable car elles portent intérêt à un taux semblable à ce que la Société pourrait avoir sur le marché.

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

La trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements sont évalués à la juste valeur et ils sont catégorisés de niveau 1. Leur évaluation est basée sur des données observables sur le marché.

iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Société a contracté une dette à long terme qui porte intérêt à un taux fixe de 0,9 %. Par conséquent, en relation avec celles-ci, la Société est exposée à une variation de la juste valeur. Les autres actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

iv) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires car toutes les transactions sont effectuées en dollars canadiens.

Costs related to the acquisition of mining properties and to exploration and evaluation expenditures are capitalized by property until the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrable. When the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource are demonstrated, exploration and evaluation assets are reclassified as mining assets under development. Exploration and evaluation assets are assessed for impairment before reclassification, and any impairment loss recognized.

Share-based Payment

The Corporation accounts for stock-based compensation over the vesting period of the rights to stock options. Share purchase options granted to employees and directors and the cost of services received are evaluated and recognized on fair value basis using the Black-Scholes option pricing model.

Business Activities and Key Performance Measures

The Corporation is not subject to any financial covenants or key ratios.

Financial risk management objectives and policies

The Corporation's activities are exposed to financial risks: market risk, credit risk and liquidity risk.

a) Market risk

i) Fair value

Fair value estimates are made at the statement of financial position date, based on relevant market information and other information about the financial instruments. Fair value of cash and cash equivalents, other accounts receivable and accounts payable and accrued liabilities approximate carrying value due to their short-term. Investments are recorded at fair value. Fair value of debentures and long-term debt approximate carrying value as they bear interest at a similar rate to what the Corporation might have on the market.

ii) Fair value hierarchy

Cash and cash equivalents and investments are measured at fair value and they are categorized in level 1. This valuation is based on data observed on the market.

iii) Interest rate risk

Interest rate risk is the risk that the fair value of future cash flows of a financial instrument will fluctuate due to changes in market interest rates. The Corporation contracted long-term debt which bears interest at fixed rate of 0.9%. Accordingly, in relation with these items, there is an exposure to fair value variation. The other financial assets and liabilities are not exposed to interest rate risk because they do not bear interest.

iv) Currency risk

The Corporation is not exposed to currency fluctuations as all transactions occur in Canadian dollars.

v) Risque du marché des actions

Le risque du marché des actions s'entend de l'effet potentiel que peuvent avoir sur le résultat de la Société les variations des cours des titres individuels ou les variations générales du marché. La Société surveille de près les tendances générales sur les marchés des actions et les variations des titres individuels de ses placements et établit les meilleures mesures à prendre dans les circonstances. La Société détient actuellement des placements dans des sociétés qui sont assujetties aux fluctuations de la juste valeur qui découlent des changements dans le secteur minier canadien et les marchés des actions, et qui s'établissent actuellement à 133 750 \$ (12 000 \$ au 31 décembre 2013). Selon le solde en cours au 31 décembre 2014, une augmentation ou une diminution de 10 % aurait un effet d'environ 13 400 \$ (1 200 \$ au 31 décembre 2013) sur les autres éléments du résultat global.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie et équivalents de trésorerie et les autres débiteurs sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. Le risque de crédit sur la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales. Par conséquent, la Société ne s'attend pas à ce que les contreparties manquent à leurs obligations. La valeur comptable de ces instruments financiers représente l'exposition maximale de la Société face au risque de crédit et il n'y a eu aucune variation significative du risque de crédit depuis le dernier exercice.

c) Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 31 décembre 2014, les liquidités dont dispose la Société s'élèvent à 71 047 \$ et son fonds de roulement s'élève à 197 393 \$. En relation avec le litige (voir note 13 b) des états financiers annuels audités 2014 de la Société), le dénouement de celui-ci pourrait avoir un impact important sur le fonds de roulement de la Société et ainsi augmenter son risque de liquidités. Afin de pouvoir continuer ses opérations, la Société aura à trouver du financement supplémentaire et malgré le fait qu'elle ait réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir. Au cours de l'exercice, afin de préserver ses liquidités, la Société s'est entendue avec les détenteurs des débetures pour convertir en actions ordinaires les débetures ainsi que les intérêts courus s'y rapportant. Il subsiste encore actuellement un risque que la Société soit dans l'incapacité à trouver du financement même si la direction est d'avis qu'elle pourra réaliser le financement nécessaire pour faire face à ses engagements futurs.

v) Equity market risk

Equity market risk is defined as the potential adverse impact on the Corporation's earnings due to movements in individual equity prices or general movements in the level of the stock market. The Corporation closely monitors the general trends in the stock markets and individual equity movements, and determines the appropriate course of action to be taken by the Corporation. The Corporation currently holds investments in companies which are subject to fair value fluctuations arising from changes in the Canadian mining sector and equity markets and currently these values amount to \$133,750 (\$12,000 as at December 31, 2013). Based on the balance outstanding as at December 31, 2014, a 10% increase or decrease would impact other comprehensive income by approximately \$13,400 (\$1,200 as at December 31, 2013).

b) Credit risk

Credit risk is the risk that one party to a financial instrument fails to discharge an obligation and causes the other party to incur a financial loss. Financial instruments which potentially expose the Corporation to credit risk mainly consist of cash and cash equivalents and other accounts receivable. The credit risk on cash and cash equivalents is limited because the counterparties are banks with high credit ratings assigned by international credit-rating agencies. Therefore, the Corporation does not expect any treasury counterparties to fail in respecting their obligations. The carrying value of these financial instruments represents the Corporation's maximum exposure to credit risk and there has been no significant change in credit risk since prior year.

c) Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Corporation will not be able to meet the obligations associated with its financial liabilities. As at December 31, 2014, the Corporation's liquidities are amounting to \$71,047 and its working capital is amounting to \$197,393. In relation with the litigation (see Note 13 b) of the audited financial statements 2014 of the Corporation), the resolution of this one could have a significant impact on the working capital of the Corporation and thereby increase its liquidity risk. In order to continue its operation, the Corporation will have to find additional funds and despite the fact it has been successful in the past, there is no guarantee for the future. During the year, to preserve its cash position, the Corporation agreed with the debenture holders to convert the debentures as well as interest thereon in capital stock. Actually, there still remains a risk that the Corporation is unable to find cash even if the management believes that it will find the necessary cash to meet its future commitments.

Facteurs de risque

Les énoncés suivants présentent un certain nombre de risques importants qui, de l'avis de la direction, peuvent avoir une incidence sur les affaires de la Société. Il existe également d'autres risques, non décrits ci-dessous, qui existent actuellement ou qui pourraient survenir dans le futur à l'égard des opérations de la Société.

Risques inhérents à l'exploration minière

L'exploration minière implique un haut degré de risques. Seulement quelques propriétés qui sont explorées sont ultimement développées en mines productrices. Actuellement, il n'existe aucun gisement connu de minerai commercial sur les propriétés minières dont la Société possède un intérêt et le programme proposé d'exploration est une recherche exploratoire pour du minerai. Des formations inhabituelles ou imprévues, des feux, des pertes d'énergie, le manque de main-d'œuvre, des inondations, des éboulements, des glissements de terrain et l'incapacité d'obtenir la machinerie, l'équipement ou la main-d'œuvre appropriée sont d'autres risques impliqués dans la conduite de programmes d'exploration. La Société, de temps à autre, augmente son expertise interne d'exploration et d'opération avec des conseils de consultants ou autres lorsque requis. La viabilité commerciale d'un gisement aurifère ou autres minéraux dépend de plusieurs facteurs incluant le coût des opérations, la variation de la teneur du minerai et les fluctuations dans le prix du minerai produit. Il n'y a aucune installation souterraine ou de surface sur les propriétés minières de la Société. Les programmes réalisés sur une propriété minière de la Société constitueraient une recherche exploratoire pour du minerai.

Titres de propriété

Bien que la Société ait pris des mesures diligentes afin d'obtenir les titres pour les propriétés minières dans lesquelles elle a un intérêt financier, et qu'au meilleur de sa connaissance, les titres de ces propriétés sont en bonne condition, cela ne constitue pas une garantie de titre. Les propriétés peuvent être assujetties à des ententes précédentes ou transferts non enregistrés, à des revendications territoriales des premières nations ou des gouvernements et au non-respect de dispositions réglementaires.

Permis et licences

Les opérations de la Société peuvent requérir des permis et licences de différentes autorités gouvernementales. Il ne peut y avoir d'assurance que la Société puisse obtenir tous les permis et licences qui peuvent être requis aux fins de l'exploration, du développement et des opérations minières sur ses projets.

Prix des métaux

Même si les programmes d'exploration de la Société sont couronnés de succès, des facteurs hors du contrôle de la Société peuvent affecter la mise en marché des minéraux découverts. Historiquement, les prix des métaux ont fluctué largement et sont affectés par de nombreux facteurs hors du contrôle de la Société, incluant la conjoncture internationale, économique et politique, les anticipations sur l'inflation, les fluctuations de taux de change, les taux d'intérêt, les modèles de consommations globales et régionales, les activités spéculatives et les niveaux de production mondiale. L'effet de ces facteurs ne peut pas être prévu précisément.

Risks and uncertainties

The following discussions review a number of important risks which management believes could impact the Corporation's business. There are other risks, not identified below, which currently, or may in the future exist in the Corporation's operating environment.

Exploration and Mining Risks

The business of exploration for minerals and mining involves a high degree of risk. Few properties that are explored are ultimately developed into producing mines. Currently, there are no known bodies of commercial ore on the mineral properties of which the Corporation intends to acquire an interest and the proposed exploration program is an exploratory search for ore. Unusual or unexpected formations, formation pressures, fires, power outages, labor disruptions, flooding, cave-ins, landslides and the inability to obtain suitable or adequate machinery, equipment or labor are other risks involved in the conduct of exploration programs. The Corporation, from time to time, increases its internal exploration and operating expertise with due advice from consultants and others as required. The economics of developing gold and other mineral properties is affected by many factors including the cost of operations, variation of the grade of ore mined and fluctuations in the price of any minerals produced. There are no underground or surface plants or equipment on the Corporation's mineral properties. Programs conducted on the Corporation's mineral property would be an exploratory search for ore.

Titles to Property

While the Corporation has diligently investigated title to the various properties in which it has interest, and to the best of its knowledge, title to those properties are in good standing, this should not be construed as a guarantee of title. The properties may be subject to prior unregistered agreements or transfer, or native or government land claims, and title may be affected by undetected defects.

Permits and Licenses

The Corporation's operations may require licenses and permits from various governmental authorities. There can be no assurance that the Corporation will be able to obtain all necessary licenses and permits that may be required to carry out exploration, development and mining operations at its projects.

Metal Prices

Even if the Corporation's exploration programs are successful, factors beyond the control of the Corporation may affect marketability of any minerals discovered. Metal prices have historically fluctuated widely and are affected by numerous factors beyond the Corporation's control, including international, economic and political trends, expectations for inflation, currency exchange fluctuations, interest rates, global or regional consumption patterns, speculative activities and worldwide production levels. The effect of these factors cannot accurately be predicted.

Compétition

L'industrie minière est intensément compétitive dans toutes ses phases. La Société est en compétition avec plusieurs sociétés possédant de plus grandes ressources financières et facilités techniques qu'elle pour l'acquisition d'intérêts miniers aussi bien que pour le recrutement et la rétention de personnel qualifié.

Règlements environnementaux

Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement énoncées de temps à autre par les agences gouvernementales. Les lois environnementales impliquent des restrictions à l'égard de déversements, de l'émission de substances variées produites dans le cadre d'opérations minières, telles que l'infiltration de parcs à résidus qui résulterait en pollution de l'environnement. Cette législation peut générer l'imposition d'amendes et de pénalités. De plus, certains types d'opérations nécessitent la soumission et l'autorisation d'avis d'impact environnemental. La réglementation environnementale évolue, ce qui signifie que les standards sont plus stricts et que les pénalités pour non-conformité sont plus élevées. Les approbations environnementales des projets proposés comportent un degré élevé de responsabilité pour les sociétés et les administrateurs, dirigeants et employés. Le coût de conformité aux changements ou règles gouvernementales ont le potentiel de réduire la rentabilité des opérations. La Société entend pleinement se conformer à toutes les règles environnementales.

Conflits d'intérêts

Certains administrateurs ou administrateurs proposés de la Société sont aussi administrateurs, dirigeants ou actionnaires d'autres compagnies qui sont aussi engagées dans l'acquisition, le développement et l'exploitation de ressources naturelles. De telles associations peuvent provoquer des conflits d'intérêts de temps en temps. Les administrateurs de la Société sont requis par la loi d'agir honnêtement et de bonne foi au meilleur intérêt de la Société et de dévoiler tout intérêt qu'ils puissent avoir dans tout projet ou opportunité de la Société. Si un conflit d'intérêts survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point. Pour déterminer si oui ou non, la Société participera dans tout projet ou opportunité, les administrateurs considéreront premièrement le degré de risque auquel la Société s'expose et sa situation financière à ce moment.

Stade d'exploration

Les propriétés de la Société sont au stade d'exploration et à ce jour, aucune d'entre elles n'a un gisement prouvé de minerai. La Société n'a pas d'historique de revenus ou de retour sur investissement, et dans le futur, il n'y a aucune assurance qu'elle produira des revenus, qu'elle opérera à profit ou qu'elle procurera un retour sur l'investissement.

Competition

The mining industry is intensely competitive in all its phases. The Corporation competes with many companies possessing greater financial resources and technical facilities than itself for the acquisition of mineral interests as well as for recruitment and retention of qualified employees.

Environmental Regulations

The Corporation's operations are subject to environmental regulations promulgated by government agencies from time to time. Environmental legislation provides for restrictions and prohibitions of spills, release or emission of various substances produced in association with certain mining industry operations, such as seepage from tailing disposal areas, which could result in environmental pollution. A breach of such legislation may result in imposition of fines and penalties. In addition, certain types of operations require submissions to and approval of environmental impact assessments. Environmental legislation is evolving in a manner, which means stricter standards, and enforcement, fines and penalties for non-compliance are more stringent. Environmental assessments of proposed projects carry a heightened degree of responsibility for companies and directors, officers and employees. The cost of compliance with changes in governmental regulations has a potential to reduce the profitability of operations. The Corporation intends to fully comply with all environmental regulations.

Conflicts of Interest

Certain directors or proposed directors of the Corporation are also directors, officers or shareholders of other companies that are similarly engaged in the business of acquiring, developing and exploiting natural resource properties. Such associations may give rise to conflicts of interest from time to time. The directors of the Corporation are required by law to act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation and to disclose any interest, which they may have in any project or opportunity of the Corporation. If a conflict of interest arises at a meeting of the Board of Directors, any director in a conflict will disclose his interest and abstain from voting on such matter. In determining whether or not the Corporation will participate in any project or opportunity, the directors will primarily consider the degree of risk to which the Corporation may be exposed and its financial position at that time.

Stage of Exploration

The Corporation's properties are in the exploration stage and to date none of them have a proven ore body. The Corporation does not have a history of earnings or the provision of return on investment, and in future there is no assurance that it will produce revenue, operate profitably or provide a return on investment.

Conditions de l'industrie

Les opérations d'extraction et de traitement sont sujettes aux règles gouvernementales. Les opérations peuvent être affectées à différents degrés par les règles gouvernementales telles que des restrictions sur la production, des contrôles de prix, des hausses d'impôts, l'expropriation de propriété, des contrôles de pollution ou des changements aux conditions sous lesquelles le minerai peut être extrait, traité ou vendu. La vente du minerai peut être affectée par plusieurs facteurs hors du contrôle de la Société, tels que les règlements gouvernementaux. La Société entreprend des travaux d'exploration dans des zones qui sont ou pourraient faire l'objet de réclamations de la part des premières nations. Ces réclamations pourraient retarder les travaux ou en augmenter les coûts. L'effet de ces facteurs ne peut pas être déterminé précisément.

Risques non assurés

Des risques tels que des conditions géologiques inhabituelles sont impliqués dans l'exploration et le développement de gisements miniers. La Société peut devenir responsable pour la pollution ou autres risques qui ne peuvent pas être assurés ou contre lesquels la Société peut choisir de ne pas s'assurer à cause des fortes primes ou pour d'autres raisons. Le paiement de telles responsabilités pourrait résulter en la perte d'actifs pour la Société ou l'insolvabilité de la Société.

Besoins en capitaux

L'exploration, la mise en valeur, le traitement et l'exploitation des propriétés de la Société exigeront un financement supplémentaire considérable. Les seules sources de fonds disponibles pour la Société sont l'émission de capital-actions additionnel. Il n'existe aucune assurance que de tels financements seront disponibles à la Société ni qu'ils le seront selon des modalités favorables à la Société ou qu'ils seront suffisants pour répondre aux besoins de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les affaires de la Société et sur sa situation financière. L'impossibilité d'obtenir un financement suffisant peut entraîner un retard, voire le report indéterminé des travaux d'exploration, de mise en valeur ou de production sur l'une ou l'ensemble des propriétés de la Société, et même occasionner la perte de sa participation dans une propriété.

Employés clés

La direction de la Société repose sur quelques dirigeants clés, dont la perte pourrait avoir un effet nuisible sur ses opérations.

Agence du Revenu du Canada et agences provinciales

Aucune assurance ne peut être donnée à l'effet que l'Agence du Revenu du Canada ou les agences provinciales soient d'accord avec la qualification des dépenses de la Société au titre de dépenses canadiennes d'exploration ou de dépenses canadiennes de développement ou l'admissibilité de telles dépenses au titre de dépenses canadiennes d'exploration sous la Loi de l'impôt du Canada ou sous tout équivalent provincial.

Industry Conditions

Mining and milling operations are subject to government regulations. Operations may be affected in varying degrees by government regulations such as restrictions on production, price controls, tax increases, expropriation of property, pollution controls or changes in conditions under which minerals may be mined, milled or marketed. The marketability of minerals may be affected by numerous factors beyond the control of the Corporation, such as government regulations. The Corporation undertakes exploration in areas that are or could be the subject to native land claims. Such claims could delay work or increase costs. The effect of these factors cannot be accurately determined.

Uninsured Hazards

Hazards such as unusual geological conditions are involved in exploring for and developing mineral deposits. The Corporation may become subject to liability for pollution or other hazards, which cannot be insured against or against which the Corporation may elect not to insure because of high premium costs or other reasons. The payment of any such liability could result in the loss of Corporation assets or the insolvency of the Corporation.

Capital Needs

The exploration, development, mining and processing of the Corporation's properties will require substantial additional financing. The only current source of future funds available to the Corporation is the sale of additional equity capital. There is no assurance that such funding will be available to the Corporation or that it will be obtained on terms favourable to the Corporation or will provide the Corporation with sufficient funds to meet its objectives, which may adversely affect the Corporation's business and financial position. Failure to obtain sufficient financing may result in delaying or indefinite postponement of exploration, development or production on any or all of the Corporation's properties or even a loss of property interest.

Key Employees

Management of the Corporation rests on a few key officers, the loss of any of whom could have a detrimental effect on its operations.

Canada Revenue Agency and provincial agencies

No assurance can be made that Canada Revenue Agency and provincial agencies will agree with the Corporation's characterization of expenditures as Canadian exploration expenses or Canadian development expense or the eligibility of such expenses as Canadian exploration expense under the Income Tax Act (Canada) or any provincial equivalent.

Mise en garde concernant les renseignements prospectifs

Certains énoncés de ce document, qui ne sont pas appuyés par des faits historiques, sont d'ordre prospectif, ce qui signifie qu'ils comportent des risques, des incertitudes et des éléments qui pourraient faire en sorte que les véritables résultats diffèrent des résultats prédits ou sous-entendus par ces mêmes énoncés prospectifs. Il existe de nombreux facteurs qui pourraient causer une telle disparité, notamment l'instabilité des prix du marché des métaux, les répercussions des fluctuations des cours de change des devises étrangères et des taux d'intérêts, des réserves mal estimées, les risques pour l'environnement (réglementations plus sévères), les situations géologiques imprévues, les conditions défavorables à l'extraction, les risques politiques entraînés par l'exploitation minière dans des pays en voie de développement, les changements de réglementation et de politiques gouvernementales (lois ou politiques), le défaut d'obtenir les permis nécessaires et les approbations des instances gouvernementales, ou tout autre risque lié à l'exploitation et au développement. Même si la Société croit que les hypothèses découlant des énoncés prospectifs sont plausibles, il est fortement recommandé de ne pas accorder une confiance excessive à ces énoncés, qui ne sont valables qu'au moment de la rédaction de ce document.

Informations additionnelles pour les émetteurs émergents n'ayant pas de revenu significatif

La Société fournit l'information sur les actifs de prospection et d'évaluation dans la note 8 de ses états financiers annuels terminés le 31 décembre 2014.

La Société n'a aucune dépense de recherche et développement.

La Société n'a pas de frais reportés autres que les propriétés minières et les actifs d'exploration et d'évaluation.

Forward Looking Statements

Certain statements in this document that are not supported by historical facts are forward-looking, which means that they are subject to risks, uncertainties and other factors that may result in actual results differing from those anticipated or implied by such forward-looking statements. There are many factors that may cause such a disparity, notably unstable metals prices, the impact of fluctuations in foreign exchange markets and interest rates, poor reserves estimates, environmental risks (more stringent regulations), unexpected geological situations, unfavorable mining conditions, political risks arising from mining in developing countries, changing regulations and government policies (laws or policies), failure to obtain required permits and approval from government authorities, or any other risk related to mining and development. Even though the Corporation believes that the assumptions relating to the forward-looking statements are plausible, it is unwise to rely unduly on such statements, which were only valid as of the date of this document.

Additional information for new issuers without significant revenue

The Corporation provides information pertaining exploration and evaluation assets in note 8 of its annual financial statements ended December 31, 2014.

The Corporation has incurred no R&D expenses.

The Corporation has no deferred expenses other than the mining properties and exploration and evaluation assets.

	Au 31 décembre 2014 / As at December 31, 2014	Au 27 avril 2015 / As at April 27, 2015
Actions ordinaires de la Société – émises et en circulation / Common shares of the Corporation – issued and outstanding	84 336 798	84 686 798
Options en circulation / Options outstanding	5 275 000	5 275 000

Au 27 avril 2015, le détail des options d'achat est comme suit : / As at April 27, 2015, the purchase options read as follows:

Nombre / Number	Prix de levé / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
575 000	0,15 \$	30 juin 2020 / June 30, 2020
1 150 000	0,12 \$	14 juillet 2021 / July 14, 2021
1 300 000	0,10 \$	4 juillet 2022 / July 4, 2022
1 100 000	0,10 \$	4 juillet 2023 / July 4, 2023
<u>1 150 000</u>	0,05 \$	3 juillet 2024 / July 3, 2024
5 275 000		

Au 27 avril 2015, le détail des bons de souscription est comme suit : / As at April 27, 2015, the warrants read as follows:

Nombre / Number	Prix de levé / Exercise price	Date d'expiration / Expiry Date
2 082 570	0,10 \$	9 octobre 2015 / October 9, 2015

Information additionnelle et divulgation continue

La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers trimestriels sur le site Internet de SEDAR (www.sedar.com).

Le 27 avril 2015.

(S) Martin Dallaire

Martin Dallaire, President and CEO

Additional information and ongoing disclosure

The Corporation regularly discloses complementary information by press release and quarterly financial statements on the SEDAR Internet site (www.sedar.com).

April 27, 2015

(S) Sylvain Champagne

Sylvain Champagne, CFO